

66054



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



PROVISOIRE  
E/CN.14/C.1/SR.17(VI)  
26 février 1964  
Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième session

COMITE I

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA DIX-SEPTIEME SEANCE

tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba,  
le mercredi 26 février 1964 à 9h.20

Président : M. SIDIKOU (Niger)  
Secrétaire : M. EWING

SOMMAIRE :

- Industrie, transports et ressources naturelles (point 5 e)  
de l'ordre du jour) (suite)
  - i) Généralités (E/CN.14/245, Corr.1 et Add.1,  
E/CN.14/246 et Corr.1) (suite)
  - ii) Industrie (E/CN.14/246 et Corr.1, 247 et Corr.1,  
248 et Corr.1)

---

Les participants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur un exemplaire du compte rendu qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible à la Section de traduction, bureau 60. Au besoin, les rectifications pourront être envoyées par la poste après la session (Section de traduction, Commission économique pour l'Afrique, P.O.Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie); dans ce cas, elles devront parvenir le 30 avril 1964 au plus tard.

INDUSTRIE, TRANSPORTS ET RESSOURCES NATURELLES (point 5 e) de l'ordre du jour) (suite)

i) Généralités (E/CN.14/245, Corr.1 et Add.1, E/CN.14/246 et Corr.1) (suite)

Le PRESIDENT invite le Comité I à poursuivre l'examen du rapport du Comité permanent.

M. RAJAOBELINA (Madagascar) approuve d'une manière générale les conclusions du Comité permanent d'où il ressort que les problèmes concernant l'industrie et les transports doivent être abordés sous l'angle sous-régional. Cette méthode a, en effet, le double avantage qu'elle facilite les études préliminaires, l'entente et la solution du problème des transports et qu'elle permet d'essayer les solutions avant de les transposer sur le plan régional.

M. MAZIGH (Tunisie) apporte son adhésion de principe au rapport du Comité permanent et espère que le Comité l'adoptera dans son ensemble. Toutefois, il propose d'y apporter quelques modifications. Au paragraphe 26, il convient de remanier la phrase commençant par les mots "L'optique sous-régionale" afin de ne pas perdre de vue la nécessité d'une coordination entre les sous-régions et celles de définir des principes communs à la région. Au paragraphe 28, M. Mazigh propose de supprimer la première phrase, le document E/CN.14/INR/46 ayant été pris comme base de travail, mais ayant été complété par le Comité permanent. Au paragraphe 29, il convient d'ajouter un alinéa e) : "Etude des aspects administratifs des transports sous l'angle national comme sous l'angle régional" et un alinéa f) : "Etude de l'implantation des industries mécaniques (camions et navires) qui sont en rapport avec les problèmes des transports en Afrique." Au paragraphe 33, M. Mazigh souhaite qu'il soit indiqué que le tourisme sera étudié en tant qu'industrie, compte tenu de la résolution 935(XXXV) du Conseil économique et social et des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux.

M. CURTIS (Guinée) exprime le regret que la délégation guinéenne n'ait pu participer aux travaux du Comité permanent. Il s'étonne qu'à l'Annexe VII du rapport, la rubrique "monographies poussées d'industries particulières" ne mentionne pas l'industrie de l'aluminium. Au sujet de la sidérurgie, M. Curtis estime qu'il serait prématuré de choisir dès maintenant le lieu d'implantation d'une usine sidérurgique sans tenir compte des programmes de certains Etats. Il appuie la proposition (Annexe VII, p. 2, section b) groupe 1, i)) tendant à étudier à l'échelon sous-régional les problèmes de coordination et à procéder à des études comparées. Il souhaite enfin qu'à la page 8, il soit fait mention à l'alinéa c) de la Conférence de Bamako.

M. KAMITATU (Congo (Léopoldville)), après avoir félicité le Président du Comité permanent et regretté qu'aucun groupe de travail n'ait été établi, demande instamment que la CEA consacre la sous-région de l'Afrique centrale dont la création a été recommandée par le secrétariat et par le Comité permanent. Il approuve le paragraphe 6 remanié (E/CN.14/245/Corr.1) qui prévoit notamment que le rapport de la mission de coordination industrielle en Afrique du Centre et de l'Est sera considéré comme provisoire jusqu'à l'envoi de missions dans les pays non visités. Il souhaite que les pays africains d'une même sous-région conviennent d'une stratégie commune du développement et que soit élargi le mandat des missions de coordination économique. Enfin, il espère que des mesures seront prises afin de réprimer les fraudes portant sur les diamants.

M. BERTHELOT (Côte-d'Ivoire) joint les félicitations de la délégation ivoirienne à celles qui ont été adressées au Comité permanent et à son Président pour son rapport et le programme de travail. Comme les représentants de Madagascar et du Congo (Léopoldville), il croit qu'il convient de procéder par étapes à l'échelon sous-régional. Il est primordial de commencer par la coordination des entreprises qui ne peuvent se contenter du marché national. La Côte-d'Ivoire s'est déjà engagée dans cette voie en étudiant avec le Sénégal la possibilité d'une division du travail dans la construction des voitures automobiles et des camions.

Au sujet des petites entreprises, M. Berthelot souligne que les marchés nationaux pourront absorber leur production si le pouvoir d'achat du monde rural s'accroît. La coordination des productions agricoles est donc indispensable. La délégation de la Côte-d'Ivoire a pris connaissance avec un intérêt particulier de la partie III du rapport de la mission de coordination industrielle en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/246) concernant le développement des petites entreprises industrielles; elle présentera quelques corrections touchant notamment la partie II du rapport.

M. LOKO (Dahomey) s'associe aux représentants de Madagascar et du Congo (Léopoldville) dans leurs observations et exprime le souhait que le Comité adoptera le rapport du Comité permanent permettant ainsi de mettre au point des propositions précises de coordination à l'échelon sous-régional.

M. DARWISH (République Arabe Unie) rappelle que la République Arabe Unie a mis sur pied deux plans d'industrialisation et qu'elle est disposée à mettre son expérience au service des pays membres de la CEA.

M. ESSOME (Cameroun) manifeste tout l'intérêt que le Cameroun porte à la coordination d'abord à l'échelle sous-régionale et ensuite à celle du continent africain tout entier. Il approuve les déclarations faites en séance plénière par le représentant du Tchad et à la présente séance par les représentants du Congo (Léopoldville) et de la Côte-d'Ivoire. M. Essomé souhaite vivement la création prochaine de la sous-région de l'Afrique centrale.

M. SHOLOLI (Nigéria) rappelle qu'en séance plénière la délégation de la Nigéria a insisté pour que l'on recrute le personnel de l'Institut de recherche avec un soin spécial en visant à son africanisation totale.

M. KANE (Mauritanie) déplore que la mission de coordination industrielle ne se soit pas rendue en Mauritanie et souhaite que la Conférence de Bamako tienne compte du rapport du Comité permanent auquel la délégation de la Mauritanie donne sa complète adhésion.

M. BRIGHT (Nigéria) regrette que tous les pays membres de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest n'aient pu être représentés à la réunion de Monrovia sur la sidérurgie ni à la Conférence d'harmonisation tenue à Lagos. Il déplore notamment que certaines délégations aient proposé d'ajourner la décision sur l'implantation d'une usine sidérurgique et recommandé que la Conférence de Bamako se tienne au niveau ministériel, alors qu'elle portera sur des questions techniques et non politiques.

Selon M. MENSAH (Ghana), les propositions concernant le marché des textiles doivent refléter les divers programmes de développement des pays qui s'efforcent d'élever le niveau de vie de leur population et, en particulier, de leur population rurale. La consommation de textiles ne peut, en effet, manquer de s'en trouver accrue et il convient d'en tenir compte.

M. Mensah signale incidemment une divergence entre le chiffre de 70 millions d'habitants pour la population de l'Afrique de l'Ouest figurant au paragraphe 9 du rapport de la mission de coordination industrielle en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/246) et le chiffre de 71 millions qui figure au paragraphe 145. Il faut remarquer, à propos du paragraphe 143, que l'usine de finissage est située à 30 Km (18 milles) et non pas à 80 Km (50 milles) d'Accra.

M. N'DAW (Mali) félicite le Comité permanent de la remarquable synthèse que représente le rapport sur sa deuxième session. Se référant au programme de travail qui constitue l'annexe VII, il se demande s'il n'aurait pas lieu d'y apporter quelques précisions et d'y inclure certaines études concrètes, notamment sur des questions technico-économiques afin de faciliter les travaux de la conférence de Bamako.

M. SHERLALA (Libye) joint ses félicitations à celles qui ont déjà été adressées au Président et aux membres du Comité permanent. Il se réjouit tout particulièrement de l'attention spéciale accordée à la question de la construction d'une route trans-saharienne. Dans son rapport, le Comité permanent est arrivé aux mêmes conclusions que la CEA à sa cinquième session, à savoir qu'il fallait entreprendre de nouvelles études sur l'industrialisation en considérant les problèmes à long terme.

M. Sherlala désire également féliciter le Secrétariat de la mission de coordination industrielle en Afrique du Nord pour son rapport qui est le premier document sur la coordination industrielle dans cette sous-région. A ce propos, il signale que son gouvernement envisage de demander à la CEA d'entreprendre une étude concrète en vue de l'établissement d'industries communes en Tunisie et en Libye.

M. KIAROUNEYE (Niger) est heureux de constater que le Comité permanent a examiné tout particulièrement la question de l'harmonisation et de la coordination des plans de développement nationaux. Il attire l'attention du Comité sur les études déjà entreprises par les divers Etats africains dans tous les domaines, particulièrement dans celui des transports et des télécommunications. A son avis, ces études devraient être groupées et confrontées et pourraient servir de base à un document unique. Par ailleurs, il propose d'inscrire dans le programme de travail du Comité permanent une étude sur l'énergie solaire. Sa délégation soumettra d'ailleurs, en séance plénière, un projet de résolution demandant la création d'un centre expérimental d'énergie solaire dans la sous-région de l'Afrique du Centre.

M. LAVRITCHENKO (URSS) relève que, d'après les données de la CEA, le continent africain, malgré d'immenses ressources en matières premières minérales et agricoles, ne joue encore qu'un rôle insuffisant dans la production industrielle mondiale. Il serait donc souhaitable que la CEA prépare un certain nombre d'études sur les voies les plus rationnelles à suivre pour l'industrialisation des pays africains.

M. Lavritchenko attire l'attention du secrétariat sur le fait que, dans le Bulletin économique pour l'Afrique, on a réservé une place de choix du développement des économies des puissances occidentales, alors que les données relatives au développement de l'économie de l'Union soviétique et des autres pays socialistes n'y figurent pas. A l'avenir, le développement économique des pays socialistes trouvera sa place dans cette publication.

Il désire rappeler également que l'Union soviétique, afin de permettre aux pays africains d'édifier leur économie nationale, met à leur disposition des crédits à des conditions exceptionnellement favorables. D'une manière générale, le taux annuel de l'intérêt est de 2,5 à 3 pour 100, la durée d'amortissement allant jusqu'à 12 ans. Il convient de noter, en revanche, que les conditions de crédit accordées aux pays africains par les puissances occidentales et les organisations financières internationales sont très rigoureuses.

En terminant, M. Lavritchenko rappelle que l'Union soviétique est heureuse de venir en aide aux pays africains en matière d'industrie, d'agriculture, d'enseignement, de santé publique, de télécommunications et de recherches géologiques et hydro-géologiques.

M. ABDELKADER (Algérie), Président du Comité permanent, note la crainte de plusieurs délégations que la coordination des plans de développement soit envisagée à l'échelon continental sans passer par l'échelon sous-régional. Il est vrai que la façon dont la coordination sera effectuée à l'échelon sous-régional n'a pas encore été déterminée, mais, comme il est indiqué dans le rapport, le Comité permanent a demandé que la CEA aborde l'étude de cette question.

En ce qui concerne la création d'une quatrième sous-région, M. Abdelkader insiste sur la nécessité de ne pas figer les sous-régions dans un cadre géographique, celui-ci n'étant pas toujours valable sur le plan économique.

M. Abdelkader regrette que le représentant de la Guinée n'ait pas assisté aux réunions du Comité permanent où il aurait pu alors présenter des propositions concrètes au sujet de l'industrie de l'aluminium. Il tient à rappeler qu'il est indispensable que la CEA envoie une mission dans les pays qui n'ont pas encore été visités afin de pouvoir procéder à un inventaire complet des possibilités existant en Afrique.

Au sujet du problème du trafic illicite des diamants, M. Abdelkader suggère au représentant du Congo (Léopoldville) de consulter les autres

délégation afin de présenter à la CEA un projet de résolution sur la répression de ce trafic. Il met à profit l'occasion pour féliciter le représentant du Congo (Léopoldville) pour le document très important que celui-ci a préparé sur la stratégie du développement.

Se référant à l'intervention du représentant de la Côte-d'Ivoire M. Abdelkader signale le rectificatif au paragraphe 6 du rapport du Comité permanent qui précise que les objectifs essentiels des missions de coordination industrielle sont des "enquêtes sur les possibilités d'expansion des industries actuelles et sur la création de nouvelles industries d'une capacité nécessitant des débouchés d'une ampleur qui dépasse ce que peuvent offrir la plupart des pays africains, d'où nécessité d'une coordination sous-régionale".

Répondant au représentant du Mali, il explique que, dans le programme de travail, les projets ont été groupés par ordre de priorité. Un calendrier échelonné sur deux ans a également été établi par le secrétariat. Le projet est bien entendu, sujet à correction ou à modification.

En terminant, M. Abdelkader remercie le représentant de l'URSS de sa déclaration sur l'aide financière accordée aux pays africains. Le rapport du Comité permanent signale d'ailleurs que les pays prêteurs imposent parfois des conditions draconiennes aux pays africains.

M. EWING (Secrétaire) désire préciser que la question de l'industrie de l'aluminium est traitée dans l'étude sur les métaux non ferreux qui figure dans le rapport de la mission de coordination industrielle en Afrique de l'Ouest. Cette question sera d'ailleurs examinée plus en détail dans une nouvelle étude.

Dans le cadre des travaux préparatoires de la Conférence de Bamako, le secrétariat établira, avec l'aide de consultants, des études sur la sidérurgie, les produits chimiques et les engrais, le ciment et les textiles. De son côté, la FAO a préparé un document sur les industries alimentaires.



M. Ewing tient à assurer le représentant du Congo (Léopoldville) que le rapport final de la mission de coordination industrielle en Afrique de l'Est et du Centre, tiendra compte des conclusions de la mission qui sera bientôt envoyée dans son pays.

Il remercie le représentant du Ghana d'avoir signalé le manque de concordance entre les paragraphes 9 et 145 du document E/CN.14/246 au sujet de la population de l'Afrique de l'Ouest. Cela est dû au fait que, dans le tableau qui figure à la fin du paragraphe 145, on n'a pas tenu compte des pays qui n'avaient pas fourni les données demandées sur le marché des textiles.

M. SMITH (Etats-Unis d'Amérique) tient à préciser que les Etats-Unis d'Amérique ont consenti des prêts destinés à l'industrie et à diverses autres fins et remboursables en quarante ans, moyennant un intérêt de 0,75 pour 100. A son avis, ce taux ne saurait être considéré comme trop élevé.

La séance est suspendue à 11h. 05; elle est reprise à 11h. 50

ii) Industrie (E/CN.14/246 et Corr.1, 247 et Corr.1, 248 et Corr.1)

M. EWING (Secrétaire) regrette que certaines erreurs se soient glissées dans les rapports dont le Comité est saisi et appelle l'attention sur les rectificatifs dont chacun fait l'objet. Ces rapports concernent de nombreux pays, mais tous ont un même objectif limité qui est le domaine de la coordination industrielle. Chacun d'eux comporte trois parties portant respectivement sur le même ordre de questions. Cependant, l'Afrique du Nord est beaucoup plus proche de la solution du problème que les deux autres sous-régions. En conséquence, les propositions concernant ces deux sous-régions sont particulièrement susceptibles d'être complétées voire même modifiées radicalement. M. Ewing rappelle que comme l'a souligné le représentant du Congo (Leopoldville), il ne faut pas perdre de vue que le problème de la coordination industrielle doit être replacé dans le cadre plus large de la coordination dans tous les domaines. Au sujet de la mise en application des décisions qui seront prises, M. Ewing indique que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées sont prêtes à apporter leur concours.

M. MWILA (Rhodésie du Nord) manifeste la gratitude de son gouvernement pour les travaux de la mission en Afrique de l'Est (E/CN.14/247 et Corr.1). La Rhodésie du Nord s'est du reste depuis longtemps efforcée de mettre sur pied certains des projets recommandés par la mission et elle souhaite passer au stade suivant malgré les obstacles qu'il faut encore surmonter.

M. Mwila estime que le développement des petites et des moyennes industries ne doit pas se limiter au marché national et qu'il convient d'envisager également à cet égard les échanges entre pays voisins. Enfin, il rappelle qu'une réunion de la sous-région a demandé la réunion d'une conférence à l'échelon ministériel à Lusaka à la fin de 1964, pour examiner et coordonner la politique économique des divers pays de la sous-région.

M. WILKINSON (Rhodésie du Sud), se référant au rapport de la mission en Afrique de l'Est et du Centre, dont il loue l'excellent travail, souligne l'importance des réunions des pays de la sous-région et approuve l'idée de réunir une conférence à Lusaka, mentionnée par l'orateur précédent.

A propos du paragraphe 8, M. Wilkinson fait remarquer que la population de la Rhodésie du Sud était estimée en 1961 à 3.500.000 habitants. Il convient donc de corriger le chiffre indiqué pour la Fédération de Rhodésie et Nyassaland. A propos de la troisième phrase du paragraphe 29, M. Wilkinson précise que la raffinerie Umtali sera en fait achevée au début de 1965. La troisième phrase du paragraphe 37 ne s'applique pas à la Rhodésie du Sud. Il faut modifier la première phrase du paragraphe 53 afin de préciser que la fabrication de fil machine, de fil de fer et de tubes soudés a déjà commencé en Rhodésie du Sud et permet d'alimenter une partie importante du marché de la sous-région. Le paragraphe 81 pourrait mentionner que la Rhodésie du Sud produit du gin et autres alcools comme sous-produits de l'industrie sucrière. A propos de la quatrième phrase du paragraphe 98, M. Wilkinson souligne que l'usine d'Umtali produit déjà de la pulpe mécanique. Au paragraphe 99, il faut lire pour la Rhodésie du Sud "deux sucreries" au lieu de "trois" et il serait préférable de parler de "tonnes de production" au lieu de "tonnes de capacité". De plus, cette production doit atteindre un chiffre compris entre 375.000 et 400.000 tonnes. Enfin, à propos du paragraphe 167, M. Wilkinson signale que la production de superphosphates et d'acide sulfurique est désormais une réalité en Rhodésie du Sud.

M. N'DAW (Mali) fait remarquer que la CEA ne possède pas les données exactes sur les ressources du Mali, car, malheureusement, son pays n'a pas répondu à certains questionnaires envoyés par le secrétariat. Se référant à la page 7 de l'Annexe IV au rapport de la Mission de coordination industrielle en Afrique de l'ouest, il se permet de signaler que la production du sel gemme du Mali est de l'ordre de 3.000 tonnes et non de 10.000 tonnes par an. De même, les réserves de phosphates sont de 2.800.000 mètres carrés et non de 2.500.000 tonnes. Les réserves de bauxite sont de 850.000 tonnes et non de 150.000.000 de tonnes.

M. N'Daw demande que le schéma du développement en ce qui concerne l'Afrique de l'ouest soit reporté sur une carte et distribué comme document.

Il désire attirer l'attention sur le paragraphe 152 du rapport. A son avis, ce sont les pays producteurs de coton qui doivent devenir producteurs de textiles. De même, les tanneries et les industries de conserves de viande doivent être établies dans les zones d'élevage.

Quant au phosphate, la meilleure solution consiste à implanter les usines à proximité du gisement correspondant, ce qui éviterait des frais inutiles et équilibrerait les transports. A la Conférence de Bamako, il faudra examiner s'il est plus intéressant d'importer du phosphate de la Nigéria vers le Niger, qui pourrait alors réserver son énergie électrique à d'autres fins, ou de créer une usine de phosphate au Niger. Il serait également nécessaire que, dans le cadre de la coordination des recherches minières, tous les Etats membres de la CEA recherchent de la potasse sur leur sol.

M. OKELO-ODONGO (Kenya) croit comprendre que le rapport de la mission de coordination industrielle en Afrique de l'est et du centre est préliminaire et qu'il sera complété lorsque la mission de la CEA aura visité tous les pays de cette sous-région.

Il désire attirer l'attention du Comité sur le fait que le problème de la coordination industrielle est particulièrement difficile, car il soulève des questions d'ordre politique. Pour le Kenya, l'Ouganda, le Tanganyika et Zanzibar, le problème était d'autant plus délicat, au cours des dernières années, que certains de ces pays n'avaient pas encore accédé à l'indépendance. Par ailleurs, l'étendue de la participation des Gouvernements dans le domaine de l'industrie modifie les données du problème dans chaque sous-région. Enfin, M. Okelo-Odongo insiste sur la nécessité de ne pas perdre de vue la question des transports lors de l'établissement des centres industriels.

M. DIOP (Sénégal) rappelle que le Comité permanent avait proposé de créer un groupe de travail chargé d'examiner les trois rapports de la mission de coordination industrielle, mais qu'aucune décision n'a encore été prise à ce sujet. Il demande donc au Président de bien vouloir demander l'avis des membres du Comité sur cette question.

Après une longue discussion, à laquelle participent M. SAVI DE TOVE (Togo), M. MAZIGH (Tunisie), M. N'DAW (Mali), M. DIOP (Sénégal), M. ABDELKADER (Algérie), M. NOAH (Sierra Leone), M. MWILA (Rhodésie du Nord) et Ato Tekle GEBRE MARIAM (Ethiopie), le Comité décide de ne pas créer de groupe de travail et de poursuivre la discussion générale sur les trois rapports de la mission de coordination industrielle.

La séance est levée à 13h. 10